



**Les villes italiennes et la circulation des savoirs
municipaux : esprit local et “ Internationale des villes ”
(1860-1914)**

Denis Bocquet

► To cite this version:

Denis Bocquet. Les villes italiennes et la circulation des savoirs municipaux : esprit local et “ Internationale des villes ” (1860-1914). Histoire et Sociétés. Revue Européenne d'Histoire Sociale, 2007, 21, p.18-30. halshs-00143342

HAL Id: halshs-00143342

<https://shs.hal.science/halshs-00143342>

Submitted on 11 May 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les villes italiennes et la circulation des savoirs municipaux : esprit local et « Internationale des villes » (1860-1914)

Par Denis Bocquet, Chercheur au LATTS (Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés, CNRS-École nationale des Ponts et Chaussées) (Equipe Histoire, Techniques, Sociétés)

Article publié dans *Histoire et Sociétés. Revue européenne d'histoire sociale*. n°21. Mars 2007. p. 18-30. Pour toute citation, merci de se référer à la version publiée.

Mots clés : Italie, municipalité, ville, pouvoir local, ingénieurs, revues, technique, science municipale, histoire politique, histoire urbaine

Key Words : Italy, urban, municipal science, local government, urban governance, circulation of knowledge, modernization, engineers

Please quote as published in : *Histoire et Sociétés. Revue européenne d'histoire sociale*. n°21, 2007. p. 18-30.

C'est assurément par l'intermédiaire de Daniel T. Rodgers, auteur en 1998 de *Atlantic Crossings*, que l'étude de la circulation des idées municipales et, en général, de la maturation croisée, d'un espace à un autre, des idéologies urbaines a connu le renouvellement historiographique le plus profond. Se consacrant aux débats sur les politiques sociales, des services publics aux assurances maladie, chômage et retraite pour les travailleurs, du logement aux mesures de solidarité, Rodgers a en effet démontré l'existence d'une sphère atlantique de circulation des idées, allant de Berlin à San Francisco, en passant par Paris, Londres, Manchester, Birmingham, New-York et Chicago. Il a de plus illustré l'aspect urbain et municipal de sa démonstration, essentiellement dans un chapitre intitulé « *The Self-Owned City* », par l'étude des vecteurs de cette communication, à la fois interurbaine et intercontinentale. Il souligne ainsi l'écho qu'ont pu avoir en Amérique dans les années 1890 les livres d'Albert Shaw, *Municipal Government in Great Britain* et *Municipal Government in Continental Europe* [Rodgers, 1998, p. 132], ou l'importance d'une revue comme *Municipal Affairs* et il trace les contours d'une véritable aire transatlantique d'échange d'idées sociales.

Mais le but de Rodgers, au fond, est essentiellement de complexifier le tableau américain, souvent lu dans un splendide isolement historiographique. S'il souligne l'importance de la circulation des idées, c'est pour montrer combien la construction des politiques sociales aux Etats-Unis a suivi un chemin sinueux et s'est alimentée aux vifs débats internationaux des XIX^e et XX^e siècles. Il entend ainsi donner une nouvelle vigueur à des débats sur l'ère dite progressiste et sur le *New Deal* qui, à son sens, ont tourné le dos à toute une part de leur substance : la relation à un monde qui aille au-delà des limites physiques du continent nord américain. Depuis la parution du livre de Rodgers pourtant, de nombreux chercheurs ont tenté de concentrer leur attention sur la circulation elle-même des idées municipales et urbaines, particulièrement dans le domaine de la technique, et ceux-ci ont suscité de profonds renouvellements. En résulte un tableau dynamique, dans lequel l'Italie occupe une place de choix.

Alors que le monde atlantique de Rodgers excluait largement toute dimension méditerranéenne, réduisant souvent la sphère de participation à l'excitation innovatrice des débats urbains à l'Allemagne des municipalités progressistes et socialistes, à l'Angleterre de la réforme sociale, au Paris de l'étatisme urbain haussmannien et à une Amérique à la fois à l'écoute et en relation dynamique avec ce court horizon, on s'aperçoit maintenant que, non seulement l'Italie était au XIX^e siècle au cœur de l'Europe des débats urbains, mais également

qu'elle a continué de susciter jusqu'à nos jours une riche veine historiographique sur la question. Cet élargissement des horizons est d'ailleurs à l'ordre du jour : réinsérer ce qui est perçu comme périphérique dans le grand mouvement d'une histoire globalisée constitue assurément un des grands enjeux intellectuels de notre temps. On se rend compte alors que la perception d'un caractère périphérique ne présage en rien d'un isolement réel et que les sociétés du passé étaient nettement moins imperméables que nos intuitions parfois le suggèrent. La Méditerranée, et singulièrement l'Italie, constitue de la sorte un exemple performant d'insertion forte dans une sphère *a priori* éloignée et son étude, pour ce qui concerne la circulation des idées urbaines et techniques, permet de relativiser le modèle dominant lui-même. C'est de la périphérie du continent que peut justement venir la complexification de la perception du centre lui-même. En montrant combien l'Europe du tournant des XIX^e et XX^e siècles était animée de circulations d'idées plus larges qu'on ne l'a longtemps pensé, c'est l'idée d'Europe elle-même que l'on peut contribuer à enrichir.

L'Italie des communes : une tradition péninsulaire revivifiée par l'Unité

L'exemple italien, donc, peut servir à relativiser notre vision de la modernité urbaine au tournant des XIX^e et XX^e siècles et surtout l'image dominante d'une Europe dans laquelle les circulations se font à sens unique du centre vers la périphérie, c'est-à-dire généralement du Nord vers le Sud. L'administration municipale constitue en effet, en Italie, une grande tradition qui, remontant à l'Antiquité, a fait la gloire, au Moyen Âge, de nombreuses villes de la péninsule. Il suffit d'évoquer les cas de Florence ou de Sienne pour convoquer tout ce qui fait la grandeur de cette tradition urbaine, dont la dimension technique constitue le cœur, avec notamment l'hydraulique. L'idée toscane de *buongoverno* a, encore à la fin du XIX^e siècle, un sens très fort dans les administrations urbaines italiennes et, même si l'histoire de la construction des États entre époque moderne et XIX^e siècle, a souvent été, du Nord au Sud de l'Italie, également celle de la mise sous tutelle des municipalités par l'appareil ministériel, il reste qu'au moment de l'Unité encore, l'Italie demeure en pointe sur la scène urbaine. Du Piémont, où la dynastie de Savoie a assis sa domination turinoise en partie sur la réduction des prérogatives municipales, à la Toscane du despotisme éclairé, aux États pontificaux, où en deux siècles s'est jouée la partition d'une mise sous tutelle centrale des prétentions à l'autonomie municipale de la noblesse romaine, ou même au Royaume de Naples, il semble clair que les pouvoirs municipaux, essentiellement ceux d'une élite appartenant souvent au monde de la noblesse, ont pâti des aspirations étatiques à la modernisation administrative. Mais, dans tous les cas, le mouvement de l'unification apporte un souffle nouveau. L'Italie du milieu du XIX^e siècle se présente donc comme un espace où une forte tradition municipale, jusque-là largement contenue par une rationalisation qui a eu l'État comme vecteur, reprend de la vigueur. Dès avant l'Unité, c'est assurément du Piémont qu'est venue l'innovation majeure. Avec la loi municipale promue par le ministre Rattazzi, en 1859, le Piémont se dote d'une grande loi moderne d'ordonnancement municipal qui sert ensuite de fondement à la loi municipale italienne de 1865. Parmi les prérogatives des municipalités, on compte à partir de cette date une large part des travaux de modernisation urbaine dont les ingénieurs municipaux sont les concepteurs [De Pieri, 2003].

La particularité italienne, décisive à l'ère de la croissance urbaine, est également de confier la planification urbaine à l'appareil technique municipal. Dès le milieu des années 1860 donc, les municipalités de la péninsule se font le lieu d'un vaste mouvement de gonflement des appareils techniques municipaux et, bien que la loi unitaire limite encore la portée de ce renouveau municipal, en instituant une tutelle d'État sur la charge de maire et en bloquant pour deux décennies l'évolution vers le suffrage universel municipal, on assiste bien à une nouvelle phase de la vie urbaine. On a beaucoup discuté d'une éventuelle influence française

dans le modèle piémontais, qui devient italien. Mais il apparaît aujourd'hui que, d'une part, la France ne peut être, au XIX^e siècle, considérée comme un référent statique en matière municipale - les prérogatives locales y sont d'ailleurs souvent réduites par l'État, le cas du Paris d'Haussmann étant après tout l'exemple même de la négation de l'esprit municipal -, et que, d'autre part, l'accommodation même dans la péninsule de l'exemple piémontais a créé une réalité qui ne peut être réduite à un quelconque modèle. Ce sont précisément les mécanismes de cette accommodation, entre jeu local des traditions urbaines, cadre normatif unitaire et participation à un mouvement continental de promotion de la municipalité en tant qu'organe de modernité et de politique sociale que l'attention à la circulation des idées municipales en matière technique permet d'élucider.

A partir du milieu du XIX^e siècle, la municipalité et ses capacités d'action dans le domaine de la modernisation urbaine sont placées au cœur des problématiques urbaines **[Zucconi, 2003]**. Les ingénieurs municipaux, comme le montre Roberto Ferretti, ont constitué l'un des vecteurs essentiels de diffusion dans la péninsule d'une idée convergente de la modernisation urbaine **[Ferretti, 2003]**. C'est aussi ce qu'illustre Viviane Claude pour l'exemple français : les techniciens municipaux, par leurs publications professionnelles, leurs congrès, leur sociabilité, mais également par leur circulation et par les étapes mêmes de la rationalisation de leur formation et des conditions d'exercice de leur profession, ont été d'importants vecteurs de la diffusion dans les administrations locales d'une véritable science municipale **[Claude, 1999]**. Pour Michèle Dagenais et Pierre-Yves Saunier, à l'échelle continentale européenne, les employés municipaux constituent un indice de la prise en charge progressive par les municipalités de la modernisation urbaine et à la fois le reflet et le signe d'une nouvelle idée de la ville **[Dagenais, Saunier, 2003]**. C'est là une des forces de l'historiographie italienne récente **[Zucconi, 1989 ; Adorno, 2002 ; Varni et Melis, 1999 ; Soresina, 1998]** que d'illustrer la manière avec laquelle les ingénieurs municipaux des différentes villes de la péninsule se sont fait à la fois l'écho et les acteurs d'une nouvelle idée non seulement de ce que devait être la ville, mais aussi de la manière de la gérer. Alors qu'ailleurs l'attention s'est plus portée sur les hygiénistes et les médecins, en Italie, c'est par une analyse du rôle des ingénieurs que la compréhension des mécanismes de la modernisation urbaine a progressé. En ce sens, l'exemple italien est un miroir important de ce qui a pu être montré pour les États-Unis **[Harter 2001]** : la consanguinité entre travaux de modernisation et rationalisation de l'appareil administratif.

A Rome, les premières réunions du conseil municipal qui suivent le rattachement de la ville à l'Italie unifiée en 1870 sont en partie consacrées à une lecture collective des procédures en vigueur à Turin **[Bocquet et De Pieri 2002]**. Les conseillers municipaux écrivent à leurs collègues turinois, demandant documents et conseils sur la manière d'appliquer la loi de 1865 qui à partir de ce moment entre en vigueur à Rome. On organise ensuite les bureaux municipaux selon la nomenclature en vigueur dans la première capitale du Royaume. Mais il serait vain de lire cet échange comme la simple application d'un modèle. La lecture des procès-verbaux des réunions du conseil puis des archives des différents bureaux municipaux, tels que créés selon la nomenclature turinoise, montre bien qu'il s'agit au contraire d'une accommodation : l'ancien système se glisse dans le nouveau tout autant que le nouveau se substitue à l'ancien. Pour ce qui concerne la bureaucratie technique municipale, le rattachement à l'Italie unitaire est le signal d'une croissance importante. Mais les cadres étaient déjà là avant 1870. Si les ingénieurs municipaux Viviani et Vescovali y voient l'occasion de renforcer leurs services et leurs prérogatives, on ne peut en rien décrire l'intégration au royaume selon le seul mécanisme de l'importation. Les ingénieurs municipaux des différentes villes de la péninsule se connaissaient et communiquaient dès avant l'Unité, avaient par leur formation un univers intellectuel de référence commun et, surtout, avaient voyagé souvent au-delà des confins de la péninsule. Les ingénieurs

municipaux italiens étaient loin de vivre dans un monde dont l'horizon se limiterait aux Alpes. Entre voyages de documentation, correspondance avec les collègues et lectures, il est clair que le monde de ces techniciens était géographiquement étendu. La richesse de la bibliothèque de l'administration municipale romaine [**Archivio Storico Capitolino, Biblioteca**], en mémoire d'ingénieurs du monde entier pour la période 1870-1920, le prouve : les ingénieurs de la mairie lisaient, se documentaient, connaissaient parfaitement les débats de leur temps et, souvent, y participaient. Des personnages comme Viviani ou Vescovali, à Rome, mais aussi Beruto, à Milan, étaient dotés d'une large culture technique et étaient partie prenante des débats internationaux dans leur matière. Leur action était aussi le signe d'une insertion de leur administration dans des réseaux de communication et d'échange de grande ampleur. On se documente sur le Mississippi lorsqu'on aménage le Tibre ou le Pô, on suit mois après mois l'aménagement du Paris d'Hausmann ou les travaux de la Tamise à Londres. D'une manière générale, un parcours dans les rayons de la bibliothèque des ingénieurs municipaux romains permet de recréer un univers technique et mental complexe, dont les contours sont continentaux, voire mondiaux. Quant aux archives, elles montrent que les ingénieurs municipaux étaient en communication régulière avec leurs collègues : demandes de conseils, envois de publications, demandes de précisions, propositions de collaboration. De Lisbonne à Constantinople et de Buenos-Aires à Chicago, la géographie documentaire que recèlent, par exemple, les archives du service technique municipal romain est le signe d'une grande ouverture [**Archivio Storico Capitolino, Ufficio V, Direzione**].

La question municipale et les revues : une constellation de publications

Les revues ont également joué un grand rôle dans la circulation des savoirs municipaux, en Italie même et entre l'Italie et le monde. Au côté des revues d'ingénieurs, souvent dominées en Italie par le corps d'État du Génie civil, mais ouvertes aux questions urbaines, il existait dans la péninsule, dès avant l'Unité, une tradition de gazettes traitant des affaires locales et administratives, elle-même héritière de la presse de l'époque moderne. Mais au cours du dernier tiers du XIX^e siècle, le mouvement d'échange de pratiques et de savoirs par le biais de publications sectorielles s'amplifie largement [**Lucarini, 2003, p. 197**]. C'est ensuite au cours des années 1890 que se développe un véritable courant éditorial dont les échos irriguent les débats urbains. Ainsi naît en 1894 à Turin la **Riforma Sociale** de Francesco Saverio Nitti (1868-1953) et Luigi Roux, qui constitue un des lieux d'information et d'échange essentiels au moment où les municipalités italiennes sont plongées dans d'importantes discussions au sujet des services techniques en réseau et, en général, de l'économie politique urbaine. Nitti qui était déjà, dans les années précédentes, correspondant de la **Revue d'Economie Politique**, accorde une grande place dans ses colonnes à des contributeurs étrangers, comme l'Anglais William Harbutt Dawson (1860-1948) ou l'Autrichien Victor Mataja (1857-1934), spécialiste de la politique sociale des municipalités. Pour ce qui concerne la France, on trouve dans la **Riforma sociale** une grande attention aux expériences de bourses du travail. La revue publiait aussi des résumés des publications officielles en Italie, Europe et Amérique, des comptes rendus de congrès et de publications. Les débats de la jeune revue new-yorkaise **Municipal Affairs** n'avaient ainsi pas de secrets pour les lecteurs italiens du tournant du siècle. Ce sont sans doute les débats sur la municipalisation des services urbains qui ont le plus nourri cette vision internationalisée du problème urbain. A partir de 1904, Nitti ayant été élu député¹, c'est Luigi Einaudi (1874-1961) qui prend la direction effective de la revue jusqu'en 1935².

¹ F.S. Nitti accède plus tard à la charge de Président du Conseil, de 1919 à 1920.

² L. Einaudi, grande figure turinoise du monde libéral italien, participe à la riche fermentation intellectuelle dont la **Riforma sociale** est le centre. Il devient sénateur en 1919 et, à son retour d'exil, gouverneur de la banque

De son côté, *Il Giornale degli Economisti* publie au cours de ces mêmes années à la fois les positions de Giovanni Montemartini (1867-1913) sur la municipalisation et des critiques fondées sur une large ouverture aux exemples internationaux. Toute cette saison de la municipalisation est marquée par une quête sans cesse renouvelée d'arguments lus dans les publications internationales. Dans une Italie où le thème de la municipalisation occupe, pendant plusieurs années, une place prépondérante dans les controverses politiques face aux tenants socialistes ou parfois catholiques [Sapelli 1986] de la municipalisation, les défenseurs du marché et de la concession redoublent d'arguments. Mais l'ouverture italienne aux idées étrangères n'est pas forcément réciproque et les auteurs italiens de l'époque sont souvent choqués de « l'échange inégal » dont ils sont victimes : alors qu'ils ouvrent abondamment leurs pages aux collègues européens et américains, ils se rendent compte que l'Italie, pourtant en pointe en ce qui concerne tant la réflexion sur le gouvernement municipal que les débats sur les services publics municipaux, ne fait l'objet de que rares évocations dans les revues étrangères.

Il existe aussi, entre Italie et Europe, tout un courant socialiste d'échanges sur la question urbaine, dont la revue *Critica Sociale* de Filippo Turati (1857-1932) et Claudio Treves (1869-1933) se fait l'écho³. Place des municipalités face à l'Etat, rôle de la propriété municipale des infrastructures, justice sociale, tels sont les thèmes principaux abordés. De tendance républicaine, la *Rivista popolare di politica, lettere e scienze sociali*, fondée par Napoleone Colajanni (1847-1921), en 1895, porte quant à elle une grande attention au modèle berlinois alors que le *Municipio Italiano*, fondé par Chigi et dirigé par Giovanni Merla informe le lecteur italien de l'actualité juridique municipale nationale et internationale. Les catholiques s'investissent en revanche dans *L'Italia Nuova*. L'élaboration d'une véritable science de l'administration municipale se fait aussi à travers la fondation de la revue *Comune* par Gaetano Mariani, en 1904. Le rôle de ces revues est, de plus en plus, d'informer les fonctionnaires et techniciens municipaux sur les évolutions législatives et juridiques, sur les nouvelles procédures bureaucratiques, sur les idées nouvelles en matière d'organisation des services et sur la conduite des appels d'offres. Cette priorité procédurale qui correspond aux étapes de la définition de nouvelles professions dans les appareils locaux, limite quelque peu l'ouverture internationale mais l'attention aux expériences étrangères demeure importante et continue de nourrir les pages des revues, entre comptes rendus de publications étrangères, récits de visites sur des chantiers ou rapports sur réunions et congrès. Au tournant du XX^e siècle, à ce panorama éditorial s'ajoutent cependant de nouvelles instances de communication. En 1902, avec la constitution de l'*Associazione dei Comuni Italiani* (qui publie la revue *Autonomia Comunale*), l'effort de publication de statistiques municipales, dans le cadre d'un mouvement européen, se rationalise. En 1910, naît à Turin *Il Comune Moderno* de Giulio Casalini. On est entrés dans l'ère de « l'Internationale des villes » et l'Italie des communes fait encore une fois preuve d'une confiance solide dans la force d'une collaboration internationale réciproque et féconde.

d'Italie, en 1946. Il est élu président de la République en 1948. Son fils Giulio (1912-1999) est le fondateur, en 1933, d'une des plus grandes maisons d'édition italiennes.

³ F. Turati, fondateur en 1889 de la *Lega Socialista Milanese*, accède en 1891 à la direction de *Critica sociale*. Il devient, à partir de 1895, une des grandes figures du Parti socialiste italien, au sein duquel il défend une ligne réformiste. Il est député à partir de 1896. En 1922, il fonde le Parti socialiste unitaire. Il meurt en exil, à Paris, pendant la période fasciste. Claudio Treves est également une grande figure du socialisme réformiste en Italie. Député à partir de 1906, il suit Turati dans la scission de 1922 puis dans l'exil. Il meurt également à Paris.

L'Italie des communes dans l'Europe des villes

Les origines du mouvement communal en Italie remontent à 1879 [Gaspari 1998, 2003]. Lors d'une réunion à Turin, soixante maires de grandes villes demandent au gouvernement, sans succès, une augmentation de la marge de manœuvre budgétaire des municipalités. Dans le contexte d'une rivalité croissante entre instances locales et État central et d'une contestation des attendus de la loi de 1865 qui limitent l'autonomie municipale, cette tentative de fédération des forces locales se heurte à la puissance du ministère de l'Intérieur, outil fondamental d'une nouvelle phase de la construction de l'administration centrale. Après une nouvelle réunion, toujours à Turin, en 1884, il faut attendre 1891 pour que Francesco Fazi, maire de Foligno, petite ville d'Ombrie, profite de la nouvelle loi municipale et de l'élargissement de la base électorale des conseils municipaux, pour promouvoir une nouvelle série de rencontres. Mais ce n'est qu'au début du XX^e siècle que le mouvement communal démarre vraiment selon, comme l'a montré Oscar Gaspari, deux directions concurrentes. D'une part une voie plutôt libérale, autour de Vérone et de Florence, et d'autre part une voie plus progressiste, rassemblant radicaux, républicains et socialistes, autour de Milan et Parme. C'est de cette dernière tendance que naît, en 1901, l'ANCI (association nationale des communes italiennes) qui organise son premier congrès en 1902. Mais, dès 1904, les catholiques, autour de Luigi Sturzo, et les libéraux, non seulement se rallient, mais parviennent à asseoir une position dominante dans l'association.

Cette montée en puissance du mouvement communal en Italie, dans lequel les ingénieurs municipaux occupent au côté des secrétaires généraux et des élus une place de choix, se fait en parallèle avec l'organisation d'une véritable « Internationale des villes » au niveau européen [Dogliani, Gaspari, 2003, p. 7-28]. Dès le début du XX^e siècle, les contacts sont nombreux entre les jeunes associations italiennes, française, belge, allemande et britannique. Ces contacts sont eux-mêmes la simple concrétisation de décennies de relations informelles : liens épistolaires, visites de documentation, échanges de publications. Même si le mouvement européen n'est formalisé, sous la forme d'une **Union Internationale des Villes**, qu'en 1913, lors du congrès de Gand auquel participent administrateurs et ingénieurs de tout le continent, la décennie précédente avait déjà été celle d'un intense courant d'échanges. Aux différents congrès nationaux participaient des observateurs étrangers et les comptes rendus étaient publiés dans les organes respectifs des différentes associations nationales. Le projet, à partir de 1913, est d'organiser un congrès tous les deux ans, réunissant les représentants des municipalités adhérentes dans une ville différente à chaque fois. Mais il va de soi que cette tentative, fortement marquée d'une idéologie d'internationalisme socialiste, certes dans sa déclinaison municipaliste, si elle est en 1913 un grand succès, avec une forte participation européenne, bute dès 1914 sur le déchaînement des nationalismes. De cette fermentation pourtant est né, sinon un modèle de gouvernement municipal européen, du moins une conscience critique des limites de chaque expérience nationale et des vecteurs de possibles collaborations. Est né surtout le constat de la centralité de l'administration municipale dans la mise en œuvre de politiques sociales et dans l'équipement des villes selon les critères d'une nouvelle modernité. Il est important de noter que, dans ce mouvement, aussi bien avant 1913 qu'après (avec la parenthèse de la Première Guerre mondiale), l'Italie n'est en rien périphérique. Un personnage comme Giovanni Montemartini, grande figure du municipalisme italien, a ainsi grandement contribué non seulement à l'animation des débats européens, mais également aux étapes d'une formalisation de l'**Union** au niveau continental qui venait couronner ce qu'il appelait, dès 1902, le « printemps de la vie municipale » [cité par Dogliani, Gaspari, 2003].

Dans la maturation de l'idée municipale européenne, les techniciens municipaux sont assurément un des éléments les plus importants. Nombre d'entre eux ont d'ailleurs concrétisé

cet engagement en postulant, souvent avec succès, à des charges électives. L'Europe des villes a bien connu un moment des ingénieurs. Par leur usage confirmé d'une communication technique au niveau international, par leurs études, souvent complétées de séjours à l'étranger, et enfin par leur volonté de trouver une légitimité renforcée par rapport à leurs rivaux des corps d'État, ils ont constitué un milieu propice au développement d'une véritable sociabilité européenne des communes. Mais, à ces techniciens, il convient d'ajouter, d'une part, les administrateurs eux-mêmes, dont le congrès de 1910 à Bruxelles (Institut International des Sciences Administratives), dans ce qui a bel et bien constitué le « berceau belge » [Saunier] de la coopération européenne, a posé certaines bases de la réunion fondatrice de 1913, et surtout d'autre part, les représentants de deux courants importants, porteurs d'une idée d'Europe : les socialistes et les francs-maçons. Pour les socialistes, l'engagement municipal est, à partir de 1900, une priorité, portée par des personnages comme Henri Sellier (1883-1943) en France ou Émile Vinck en Belgique. Pour l'Italie, ce relais européen est, au moment des débats sur la municipalisation des services publics par les premières municipalités socialistes, un élément important de recherche de légitimité et de validation des choix. Quant aux francs-maçons, autour de Paul Otlet (1868-1944) et de Henri La Fontaine (1854-1943), ils trouvaient dans l'idée municipale à la fois un vecteur de pacifisme contre le nationalisme des États et surtout peut-être les mailles d'un réseau efficace susceptible de contrer les menées du camp conservateur. Là encore, l'Italie, dans la vie municipale de laquelle l'élément maçonnique a toujours été important depuis les visées garibaldiennes sur la mairie de Rome par l'intermédiaire d'ingénieurs proches de ces idées, jusqu'à la conquête de cette mairie par Ernesto Nathan au début du XX^e siècle, était au cœur du mouvement.

Les ingénieurs municipaux : entre fierté locale et réseau européen

Au niveau continental, entre les années 1880 et 1914, c'est bien une idée d'Europe qui naît au sein du mouvement communal. Une Europe affranchie, autant que possible, des pesanteurs étatiques et surtout de la gangue nationaliste qui gagne partout la vie politique et sociale. C'est contre les États que se construit l'Europe des villes, dans la revendication de prérogatives élargies pour les municipalités, dans la promotion d'un modèle démocratique local, à la faveur des différentes lois qui rompent enfin avec des décennies de scrutins censitaires, et aussi dans la circulation d'idées techniques, administratives et sociales. Mais la Première Guerre mondiale marque la fin de ce rêve municipaliste. La création, en 1928, de l'*International Union of Local Authorities* ne répond plus tout à fait au même esprit. Le souffle continental, surtout, s'est investi ailleurs. De même, après la Deuxième Guerre mondiale, la création du Conseil des Communes d'Europe demeure une tentative vaine de recréer un véritable esprit européen des villes. L'Europe des années 1950 se construit entre États, elle a le charbon et l'acier comme fondements et le marché comme moteur, et non plus l'idéal social et technicien d'une « Internationale des villes ».

Mais, au-delà de ce constat d'un progressif effacement du débat urbain, la lecture des étapes de la mise en place d'un réseau européen au tournant des XIX^e et XX^e siècles au travers du prisme italien invite à revoir certains jugements sur la circulation des modèles techniques ou administratifs. Le modèle, si modèle il y a, est le résultat d'interactions dynamiques et non d'une circulation à sens unique. L'étude des aires considérées comme périphériques montre que l'Europe ne se résumait pas à un triangle Paris-Londres-Berlin et que l'Italie, par exemple, car ce réexamen doit concerner des aires plus vastes [Lafi, 2005], était bel et bien partie prenante d'une véritable fermentation européenne. Sa participation au mouvement européen ne devait rien à la seule importation d'idées nées ailleurs mais bien à un échange dynamique, fondé à la fois sur une riche tradition locale de municipalisme, sur un large effort de circulation des informations et sur une précoce organisation inter-municipale au niveau

péninsulaire. La particularité italienne est même d'avoir trouvé dans l'Europe le moyen de revigorer la fierté locale, de combattre les prétentions de l'État à l'éteindre et de promouvoir au niveau municipal de nouvelles idées, qu'elle soit socialistes ou relèvent plutôt d'un idéal catholique social.

Bibliographie

- Adorno S. (dir.), 2002, *Professionisti, città e territorio*, Rome, Gangemi.
- Bocquet D., 2007, *Rome ville technique*, Rome, Bibliothèque des Ecoles françaises d'Athènes et de Rome.
- Bocquet D., De Pieri F., 2002, « **Public Works and Municipal Government in Two Italian Capital Cities : Comparing Technical Bureaucracies in Turin and Rome (1848-1888)** », *Modern Italy*, 7, p. 143-152.
- Bocquet D. et Fettaï S. (dir.), 2007, *Réseaux techniques et conflits de pouvoir : les dynamiques historiques des villes contemporaines*, Ecole française de Rome.
- Claude V., 1999, « Technique sanitaire et réforme urbaine », in Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, Ehes, p. 269-298.
- Dagenais M., Saunier P.-Y., 2003, « **Tales of the Periphery** », in Dagenais M., Maver I., Saunier P.-Y. (dir.), 2003, *Municipal Services and Employees in the Modern City*, Aldershot, Ashgate, p. 1-30.
- De Pieri F., 2003, « **19th c. Municipal Engineers in Turin: Technical Bureaucracies in the Network of Local Power** », in Dagenais *et al.*, p. 31-45.
- Dogliani P., Gaspari O. (dir.), 2003, *L'Europa dei comuni. Origini e sviluppo del movimento comunale dalla fine dell'Ottocento al secondo dopo guerra*, Rome, Donzelli.
- Ferretti R., 2003, « **The formation of a bureaucratic group** », in Dagenais *et al.*-2003, p. 66-83.
- Gaspari O., 1998, *L'Italia dei municipi. Il movimento comunale in età liberale (1879-1906)*, Rome, Donzelli.
- Harter H., 2001, *Les ingénieurs des travaux publics et la transformation des métropoles américaines*, Paris, Sorbonne.
- Lafi N. (dir.), 2005, *Municipalités méditerranéennes : les réformes municipales ottomanes au miroir d'une histoire comparée (Europe méridionale, Maghreb, Moyen-Orient)*, Berlin, K. Schwarz.
- Lucarini F., 2003, *Scienze comunali e pratiche di governo in Italia*, Milan, Giuffrè.
- Rodgers D., 1998, *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- Sapelli G., 1986, *Comunità e mercato. Socialisti, cattolici e 'governo economico municipale' agli inizi del XX secolo*, Bologne, Il Mulino.
- Saunier P.-Y. (dir.), 2002, *Contemporary European History, Special Issue – Municipal Connections*, Cambridge, Cambridge University Press, XI, 4.
- Soresina M. (dir.), 1998, *Colletti bianchi. Ricerche su impiegati funzionari e tecnici in Italia fra '800 e '900*, Milan, Franco Angeli.
- Varni A., Melis G. (dir.), 1999, *Burocrazie non burocratiche. Il lavoro dei tecnici nelle amministrazioni tra Otto e Novecento*, Turin, Rosenberg & Sellier.
- Zucconi G., 2003, « **Il Municipio, nuovo soggetto urbanistico** », in Dogliani et Gaspari-2003, p. 63-75.
- Zucconi G., 1989, *La città contesa. Dagli ingegneri sanitari agli urbanisti (1855-1942)*, Milan, Jaca.